

C'EST À DIRE

Ci-gît le livre

Considéré la masse, la production pléthorique, il paraît insensé d'accréditer l'idée que le livre est menacé dans son existence. Libraires et éditeurs romands ne manquent pourtant pas d'arguments.

Par Jean-Bernard Vuillème

La Société des libraires et des éditeurs de la Suisse romande a publié cette année une brochure destinée à marquer d'une pierre blanche le 125^{me} anniversaire de sa fondation.* Cette brochure n'a pas fait grand bruit, n'a donné lieu à aucun débat sur la place publique. Or, que dit-elle? En fait de pierre blanche, son auteur, Claude Frochoux, esquisse les traits d'une future pierre tombale. Après un bref bilan d'autosatisfaction («*Si nous sommes petits, nous sommes très bons*»), les perspectives précipitent le lecteur dans un exposé plutôt catastrophique.

Sur un plan général, le livre apparaît déjà en victime désignée de l'évolution technique de l'audiovisuel en passe de transformer nos pratiques culturelles. Ils ne sont pas rares, les oiseaux de mauvais augure allant jusqu'à demander comme Alain Schneider, ancien chef adjoint du service culturel de TF1, si l'on saura encore «*psychiquement lire*» d'ici à vingt ans ou qui prédisent l'enterrement du livre par le vidéodisque. Les inconditionnels du livre en sont réduits à prendre la pose du résistant. Pour défendre aujourd'hui une certaine idée du livre liée à notre culture et à notre identité, il devient en effet indispensable de résister à l'avachissement intellectuel et moral généré par les «*produits culturels de masse*». De rappeler, comme le font les éditeurs et libraires romands, que si le livre ne détient pas le monopole de la culture, il n'en demeure pas moins la pierre angulaire, le lieu central et rassembleur par-delà la fuite du temps.

La plupart des pays d'Europe l'ont compris. Abandonné aux seules lois du marché et de la rentabilité à court terme, bradé dans les grandes surfaces, le livre ne peut que perdre en qualité et en diversité, évoluer de manière suicidaire vers le plus grand nombre et le plus facile. A part la Suède, la Belgique et la Suisse romande, tous

les pays européens ont reconnu que l'enjeu culturel véhiculé par le livre ne saurait être en totalité confié aux bons soins du libre marché. En France, la loi Lang impose depuis 1981 des prix fixes interdisant dumping et cassage des prix. En Allemagne, en Autriche et en Suisse alémanique, un accord de droit cartellaire permet de ne fournir que les libraires et marchands de livres qui respectent le prix fixé par l'éditeur. Ayant fait le ménage chez eux, les éditeurs français fournissent la Suisse romande – sept livres sur dix viennent de France – sans appliquer cette règle valable à l'intérieur de leurs frontières.

Dans la tête de ce pays

Victime de l'exiguïté de son marché et du jacobinisme de son grand voisin (accès impossible aux circuits de distribution centralisés français), l'édition romande, en particulier littéraire, vivote en vérité au bord de l'asphyxie et ne survit que grâce aux ballons d'oxygène de subventions publiques éparses. Qui s'en soucie? Quel politicien crédible dira assez fort que la francophonie mérite mieux que de vains sommets médiatiques, et par exemple une véritable solidarité culturelle?

Mais le problème est aussi dans la tête de ce pays. Un étudiant slovaque me disait récemment sa stupeur de constater l'indifférence des écoles et des universités pour la littérature d'ici. Il n'en revenait pas qu'une région deux fois minoritaire (en Suisse et dans la francophonie) manifeste si peu d'intérêt pour l'affirmation et la défense de la culture où se fonde son identité. Et c'était soudain comme s'il doutait que la minorité francophone de Suisse ait vraiment une identité à défendre.

J.-B. V.

**Le livre en Suisse romande, bilan et perspectives, Société des libraires et éditeurs de la Suisse romande.*